

Déclaration
Audience Prud'homme – Laboral Terra
16 juin 2020

Chers camarades,

Je vous remercie d'être une nouvelle fois présent pour soutenir les travailleuses et travailleurs détaché(es) de Laboral Terra devant ce tribunal qui jugera, enfin, après de multiples renvois et au bout de 3 ans de procédure, si l'abolition de l'esclavage est bien une réalité dans notre Pays.

Nous sommes ici, à l'appel de la CGT, pour dénoncer les conditions de travail de ces travailleurs détachés certes ceux de Laboral Terra mais aussi ceux de toutes les autres sociétés au fonctionnement identiques...

Mais soyons lucide !

Si les agences d'intérim prospèrent sur notre territoire, c'est qu'il y a forcément une volonté politique à leur développement. En effet, la recherche du profit à tout prix, conduit le patronat à user de pratiques inhumaines pour installer du dumping social en développant la précarité des emplois.

Dans leurs seuls intérêts égoïstes, les sociétés d'intérim utilisent ces salariés immigrés, pieds et poings liés par des conditions d'emploi et de travail d'un autre âge.

Mais au-delà de ces sociétés d'intérim, la CGT condamne les pratiques des donneurs d'ordres ultralibéraux qui n'hésitent pas, pour accroître leur profit, à faire appel à ces sociétés espagnoles. C'est afin de mieux contourner le code du travail, que cette association d'opportunistes recrute des travailleurs de pays où les règles, notamment en termes de protection des salariés, d'hygiène et de sécurité sont nulles et tout cela pour les assujettir à des cadences infernales, dans des conditions de travail inhumaines et d'hébergement insalubre, où le moindre écart pour faire respecter ses droits se solde par un licenciement.

Nous sommes face à une forme d'esclavage moderne et l'Etat ferme les yeux sur ces agissements, voire même les encourage sur l'autel de la sacro-sainte compétitivité de notre agriculture.

Et pour pérenniser ce système pervers, le gouvernement met en place depuis des années différentes contre réformes qui démantèlent les services publics et notamment celui de l'inspection du travail, ne leur permettant plus de travailler sérieusement afin d'empêcher de vrais contrôles sur le terrain.

Le COVID-19 est le marqueur social d'un tel comportement : preuve en est l'explosion du nombre de cas atteint : 30 se sont révélés positifs sur deux exploitations, à Maillane et Noves. 39 nouveau cas dans le Vaucluse à Carpentras et au Thor ...

Ces résultats sont plus qu'inquiétants car certains de ces salariés étaient en France depuis le mois de janvier, d'autres arrivés pendant le confinement grâce à des dérogations spéciales et les derniers sont venus après le déconfinement.

De plus, nous ne sommes pas au pic du nombre de travailleurs saisonniers car celui-ci va s'accroître dans les mois qui arrivent avec la saison haute. Pensons-y quand nous dégusterons des fruits de saison !

Le combat de la CGT contre ces nouvelles formes d'esclavage est plus que jamais d'actualité.

Mobilisons-nous avec la CGT pour dire STOP à ces régressions sociales, en s'organisant et en imposant d'autres choix de société pour que chacun puisse vivre, travailler et vieillir dignement.